



"Sans une attention priorisée aux crises qui sont à notre immédiate portée, nous risquons un réveil très brutal!"



Auteur : Arnaud Danjean

Un mois avant le Conseil européen des 19 et 20 décembre qui sera consacré en partie aux questions de Défense, et quelques jours après la réunion des 28 ministres de la Défense à Bruxelles et l'examen en séance plénière du Parlement des rapports sur la mise en oeuvre de la politique de sécurité et de défense commune, la Fondation Robert Schuman donne la parole à Arnaud Danjean, président de la sous-commission "Sécurité et défense" du Parlement européen.

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Dons - Défense - Appli/mobiles **Crise financière** : Eurogroupe - OCDE - Grèce - Pologne - Portugal **Commission** : Agriculture - Libre circulation - Simplification **Parlement** : Parité - Galileo - Prix/Sakharov - Budget - Agriculture **Conseil** : Budget - UE/Japon - Défense - UE-Chine **Diplomatie** : Iran **Allemagne** : Réunification - Partenariat oriental - Commerce **Grèce** : Allemagne **France** : Transport **Italie** : France - Privatisations **Luxembourg** : Hommage/Werner **Pologne** : Remaniement **République Tchèque** : Gouvernement? **Slovénie** : Démission **Géorgie** : Premier ministre **Ukraine** : UE/Ukraine **Espace** : Climat **Conseil de l'Europe** : Numérique **ONU** : Climat **Eurostat** : Population **Etudes/Rapports** : BERD - Santé **Culture** : Catacombes/Rome - Expo/Milan - Expo/Berlin

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

Soutenez la Fondation



La Fondation Robert Schuman est reconnue comme le Centre français de recherches de référence sur l'Europe. Présente à Bruxelles, où elle figure parmi les premiers laboratoires d'idées, elle travaille en réseau avec de nombreux experts et partenaires internationaux. Elle analyse les politiques européennes et met à la disposition des décideurs et du public, ses propositions. Vous en avez certainement pris connaissance dans notre Lettre électronique hebdomadaire diffusée en 5 langues à plus de 200 000 abonnés, ce qui en fait la 1ère en Europe, dans nos publications comme le "Rapport Schuman sur l'état de l'UE" lors de nos conférences ou de nos interventions dans les médias. Nous avons besoin de votre aide pour poursuivre notre tâche. Vous avez la possibilité de nous aider par un don, dont vous pourrez déduire 66% dans votre prochaine déclaration fiscale, à condition qu'il soit effectué avant le 31 décembre 2013. Votre soutien nous sera très précieux et nous vous en remercions par avance... [Lire la suite](#)



Les 26 et 27 novembre 2013, se tient à Berlin le 12^e congrès sur la sécurité et la défense européennes qui porte cette année sur le thème : "Après l'Afghanistan : nouvelles exigences et opportunités pour le politique, le militaire et l'industrie". Le président de la Fondation Robert Schuman, Jean-Dominique Giuliani, intervient, le 27 novembre 2013, sur "De nouveaux défis pour l'Europe au-delà de l'Afghanistan - Moyen-Orient et Afrique). Le congrès réunit un ensemble de personnalités du monde militaire et civil... [Lire la suite](#)

Téléchargez notre appli "Fondation Robert Schuman"!



La nouvelle application "Fondation Robert Schuman" est disponible sur l'Apple store et Google play. Elle remplace l'application existante Euscope, pour ceux qui la connaissent. Où que vous soyez, suivez l'actualité européenne en temps réel. Retrouvez également nos dernières publications, événements, papiers d'opinions. Abonnez-vous, c'est gratuit... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Crise financière :

Réunion de l'Eurogroupe



Les 17 ministres des finances de la zone euro se sont réunis le 22 novembre 2013 à Bruxelles. Ils relèvent que des signes positifs pour une meilleure économie sont plus visibles et que la coordination des politiques fiscales accélérera le processus. Ils ont discuté des recommandations de la Commission concernant les budgets des 17 Etats de la zone euro qu'ils saluent et qu'ils essayeront de mettre en œuvre. Ils rappellent le besoin de continuer les réformes structurelles et notamment d'assurer la soutenabilité des dépenses publiques et le maintien de l'effort. Des encouragements ont été apportés en ce sens à Malte, l'Italie, l'Espagne et la Finlande. Ils ont noté que certains pays ne disposaient pas de marge pour dévier de leur engagement tels que la Slovénie, les Pays-Bas ou la France qui sont encouragés à appliquer leurs prévisions budgétaires de façon rigoureuse... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

L'OCDE abaisse ses prévisions de croissance mondiale



Le 19 novembre 2013, l'Organisation de coopération et de développement économiques a publié ses "Perspectives économiques". "L'économie mondiale se redresse à un rythme modéré, mais les risques sont plus nombreux", a déclaré l'OCDE. Ainsi, le rapport abaisse les prévisions de croissance mondiale. En 2013, la croissance devrait être de 2,7 %, au lieu de 3,1 % annoncé en mai 2013. En 2014, la croissance devrait reprendre, mais l'OCDE prévoit 3,6 % au lieu de 4 %. Pour 2015, la croissance devrait se situer autour de 3,9 %. Les perspectives dégradées de quelques pays émergents seraient en grande partie la cause de l'abaissement des prévisions. L'OCDE craint que la fragilité de certaines grandes économies ne fasse "dérailer" la croissance mondiale. Surtout, l'affrontement politique sur le budget aux États-Unis apparaît comme un risque majeur... [Lire la suite](#)

Grèce : projet de budget pour 2014



Le 21 novembre 2013, le ministre grec des Finances, Yannis Stournaras, a présenté le projet de budget pour 2014 au parlement qui prévoit une sortie de la récession en 2014 avec une hausse du PIB de 0,6%. Le ministre adjoint des Finances, Christos Staikouras, a également confirmé que la Grèce tablait en 2014 sur un excédent budgétaire primaire (hors service de la dette) à 1,6%, d'environ 3 milliards d'euros... [Lire la suite](#)

L'activité économique commence à se renforcer en Pologne, selon le FMI



Le Fonds monétaire international (FMI) a révisé à la hausse le 22 novembre 2013 les prévisions de croissance économique de la Pologne, à 1,3% cette année et à 2,7% en 2014. "Une reprise est en cours et devrait se poursuivre en 2014, tirée par la demande intérieure. Toutefois, on prévoit qu'elle sera progressive, compte tenu de la faiblesse du marché du travail et d'une expansion modérée du crédit". Dans ses prévisions précédentes, le FMI tablait sur une croissance de 1,25% cette année et de 2,25% l'an prochain... [Lire la suite](#)

La zone euro versera 3,7 milliards d'euros au Portugal



Le 19 novembre 2013, le conseil d'administration du fonds de soutien de la zone euro (FESF) a annoncé le déboursement d'une tranche d'aide de 3,7 milliards d'euros pour le Portugal, dans le cadre du plan de sauvetage international accordé au pays en mai 2011. Cette décision fait suite à un avis positif de la troïka rassemblant les créanciers du pays (Commission-FMI-BCE). "Après plusieurs années d'efforts (...), le Portugal a désormais atteint la phase décisive vers la reconquête de l'accès aux marchés", a estimé Klaus Regling, directeur général du FESF. Après le déboursement de cette tranche, il restera encore à la zone euro 1,2 milliard d'euros à verser au Portugal avant la fin du programme d'aide prévue en juin 2014... [Lire la suite](#)

Commission :

Réforme de la politique d'information et de promotion des produits agricoles européens



Le 21 novembre 2013, la Commission européenne a proposé de lancer une politique d'information et de promotion des produits agricoles plus ambitieuse et mieux ciblée. Cette proposition vise à renforcer la compétitivité du secteur agricole européen en développant et ouvrant de nouveaux marchés européens, mais également mondiaux. La Commission propose de sensibiliser les consommateurs à la qualité ; d'augmenter les aides destinées aux actions d'information et de promotion ; de mettre en place une stratégie européenne de promotion ; de simplifier les procédures administratives ; ou encore d'avoir une gestion facilitée, via un guichet unique à la Commission, des programmes élaborés conjointement par la Commission et les Etats membres... [Lire la suite](#)

Mobilité des citoyens



La Commission européenne a adopté le 25 novembre 2013 une communication qui souligne la responsabilité partagée des États membres et des institutions communautaires à propos des droits des citoyens européens à vivre et à travailler dans un autre Etat membre. Afin de soutenir les efforts des États membres, le document de la Commission définit cinq actions destinées à renforcer le droit à la libre circulation, tout en aidant les États à tirer parti des avantages qui en découlent. Le document précise les droits des citoyens de l'UE à la liberté de circulation et à l'accès aux prestations sociales et il aborde les préoccupations exprimées par certains États en ce qui concerne les défis que les flux migratoires peuvent représenter pour les autorités locales... [Lire la suite](#)

Simplification de la procédure européenne de règlement des petits litiges



Le 19 novembre 2013, la Commission européenne a proposé de rendre plus simple, moins chère et plus pertinente la procédure européenne de règlement des petits litiges. Le plafond des demandes fixé actuellement à 2 000 euros passerait à 10 000 euros afin de prendre davantage de petits litiges en compte ce qui bénéficierait aux petites et moyennes entreprises. Par ailleurs, la Commission suggère d'élargir la définition du caractère transfrontalier d'une affaire et de plafonner les frais de justice afin qu'ils ne dépassent pas le montant du litige. Enfin, la proposition prévoit également de réduire les formalités administratives et les frais de déplacement puisque la demande pourra être introduite en ligne... [Lire la suite](#)

Parlement :

Les députés en faveur de plus de femmes dans les CA des entreprises cotées



Le 20 novembre 2013, les députés européens ont adopté par 459 voix, contre 148 et 81 abstentions la directive imposant que les sociétés cotées en bourse dans l'Union européenne soient contraintes d'appliquer des procédures de sélection transparentes afin que, d'ici 2020, au moins 40% de leurs administrateurs non exécutifs soient des femmes. Ils ont proposé que des sanctions soient appliquées si les entreprises n'introduisent pas de telles procédures. Il faut noter que ces règles de recrutement ne s'appliquent pas pour les sociétés qui emploient moins de 250 personnes. Les Etats membres doivent adopter cette directive afin qu'elle entre en vigueur... [Lire la suite](#)

Les députés européens veulent développer Galiléo, alternative au GPS



Le 20 novembre 2013, les députés européens ont adopté par 603 voix, 29 contre et 59 abstentions, de nouvelles règles non législatives pour développer le système européen de navigation par satellite sous contrôle civil. Le service Galiléo et le service européen de navigation par recouvrement géostationnaire (EGNOS) offriront aux citoyens une alternative européenne aux systèmes américain GPS et russe Glonass et devraient améliorer la sécurité, l'efficacité et la fiabilité dans les secteurs aéronautique, maritime et agricole. Par ailleurs, ces deux services devraient représenter un potentiel pour l'industrie et créer des emplois... [Lire la suite](#)

Malala Yousafzai reçoit le Prix Sakharov 2013



Le 20 novembre 2013, Malala Yousafzai, jeune militante pakistanaise de 16 ans oeuvrant pour le droit à l'éducation des filles, a reçu le Prix Sakharov 2013. Lors de son discours, Malala Yousafzai a déclaré qu'"il y [avait] la pauvreté, l'absence de liberté, la peur et le terrorisme, mais [qu']il y [avait] aussi de l'espoir car nous sommes tous unis pour aider ces enfants, pour parler pour eux, pour agir". Elle a invité les Etats à mesurer la force d'un pays non pas en fonction de son armée, mais par rapport au nombre de citoyens instruits... [Lire la suite](#)

Adoption des perspectives financières 2014-2020 et du budget 2014



Les députés européens ont adopté le 19 novembre 2013 le cadre financier pluriannuel 2014-2020. Le budget prévoit 908 milliards d'euros en crédits de paiement et 960 milliards en crédits d'engagement, soit respectivement 3,7% et 3,5% de moins que pour 2007-2013. Ce vote est la conclusion d'un débat de trois années entre la Commission européenne, les députés et les États membres. Le 20 novembre 2013, les députés européens ont adopté par 494 voix, contre 153 et 13 abstentions, le budget 2014 de l'Union européenne, les députés sont parvenus à obtenir 500 millions d'euros en crédits de paiements supplémentaires par rapport à la proposition du Conseil de 135,5 milliards d'euros et ont accordé 142,6 milliards d'euros en crédits d'engagement... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

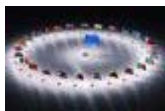
Réforme de la Politique agricole commune



Le 20 novembre 2013, les députés européens ont adopté cinq projets législatifs (projet de règlement sur les paiements directs, sur le développement rural, sur l'organisation commune des marchés, sur le financement, la gestion et la surveillance, et sur les règles transitoires pour 2014) qui réforment la politique agricole commune (PAC). Ils ont voté en faveur d'une PAC plus verte et plus équitable qui mettra l'accent sur la protection de l'environnement, garantira une distribution plus équitable des fonds européens et aidera les agriculteurs à mieux relever les défis du marché. Sur la période, 2014-2020, 373,2 milliards d'euros seront alloués à la politique agricole, qui reste le plus gros poste du budget européen... [Lire la suite](#)

Conseil :

Le budget 2014 de l'UE approuvé par les Etats membres



Les 28 ministres des Affaires européennes ont approuvé, le 19 novembre 2013, l'accord conclu avec le Parlement européen sur le budget 2014 ainsi que sur le budget rectificatif n°9 qui indemnise quatre pays de l'Union pour des inondations et la sécheresse. Par ailleurs, les ministres ont examiné la feuille de route relative au Semestre européen 2014 et l'examen annuel de la croissance 2014, donnant le coup d'envoi du quatrième semestre européen de coordination des politiques économiques de l'Union. Enfin, ils ont pris note des travaux préparatoires du Conseil européen qui se tiendra les 19 et 20 décembre... [Lire la suite](#)

21ème Sommet UE-Japon



Le 19 novembre 2013, à l'occasion du 21ème sommet entre l'Union européenne et le Japon, les dirigeants européens et japonais ont encouragé l'avancée des négociations sur l'accord pour un partenariat économique et l'accord de libre-échange. Ils ont mis en avant l'importance des sciences et des technologies pour la croissance et la compétitivité. Par ailleurs, ils se sont engagés à coopérer plus étroitement pour les négociations au sein de l'OMC, les questions relatives au changement climatique, ou

la libéralisation du marché énergétique. Ils se sont montrés préoccupés de la situation en Corée du Nord, en Iran, en Syrie et en Somalie... [Lire la suite](#)

Diplomatie et Défense



Les 18 et 19 novembre 2013, les 28 ministres des Affaires étrangères ont pris acte des travaux préparatoires du Conseil européen de décembre ainsi que du Sommet du Partenariat oriental qui se tiendra à Vilnius les 28 et 29 novembre 2013. Par ailleurs, ils ont réitéré leur soutien au processus de transition en Tunisie et se sont préoccupés de la situation en Syrie et en Libye. Rejoints par les ministres de la défense, ils ont débattu de la politique de sécurité et de défense commune en prévision du Conseil européen des 19-20 décembre. Parallèlement, plusieurs pays européens parmi lesquels l'Allemagne, la France, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas et la Pologne se sont engagés à lancer des programmes communs sur les drones, ambitionnant de produire, à l'échelle européenne, la prochaine génération d'avions sans pilote, pour 2020... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

16ème Sommet UE-Chine



Le 21 novembre 2013, à l'occasion du seizième sommet entre l'Union européenne et la Chine, les dirigeants européens et chinois se sont engagés à renforcer leur partenariat stratégique afin de consolider la paix, la prospérité et un développement durable. Ils ont lancé les négociations pour un accord d'investissement couvrant à la fois la protection des investissements et l'accès au marché. Par ailleurs, ils ont rappelé leur volonté de lancer un dialogue bilatéral sur l'Etat de droit... [Lire la suite](#)

Diplomatie :

Accord sur le nucléaire iranien



L'Iran et les grandes puissances (États-Unis, Chine, Russie, Royaume-Uni, France et Allemagne) ont scellé le 24 novembre 2013 un premier accord pour contenir le programme nucléaire de Téhéran, tout en soulignant qu'il ne s'agissait que d'une "première étape" franchie. Après cinq jours d'âpres négociations, les 6 pays et l'Iran sont parvenus à un accord au terme duquel la république islamique acceptera de limiter son programme nucléaire en échange d'un allègement des sanctions économiques, ouvrant une nouvelle période de pourparlers sur le fond pendant six mois. Cet accord établit une gamme plus importante de contraintes et de vérifications sur le programme nucléaire iranien, même s'il laisse une part d'ambiguïté qui permet des interprétations divergentes... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Allemagne :

Rapport annuel: bilan de la réunification allemande



Le gouvernement allemand a publié le 20 novembre 2013 son rapport annuel qui dresse un bilan de la réunification. Près de 25 ans après la fin de la RDA, les traces de la division de l'Allemagne sont, certes, toujours visibles mais l'ex-Allemagne de l'Est a aussi accompli de nets progrès. Le journal relève par exemple que l'écart entre les salaires se réduit, que le taux de natalité remonte et que de moins en moins de jeunes quittent l'Est pour s'installer à l'Ouest... [Lire la suite](#)

Discours d'Angela Merkel devant le Bundestag



Le 18 novembre 2013, les députés allemands ont débattu de l'espionnage américain et de l'avenir du partenariat oriental lors d'une session extraordinaire au Bundestag, chambre basse du parlement allemand. La chancelière allemande Angela Merkel a demandé que toute la lumière soit faite sur les questions d'espionnage. Dans la perspective du sommet de Vilnius les 28 et 29 novembre prochains, la chancelière a annoncé qu'elle préférerait soutenir les pays de l'Europe orientale face aux pressions russes. Elle a mis en garde la Russie contre tout essai de blocage avec l'Union européenne... [Lire la suite](#)

Angela Merkel défend l'excédent commercial de l'Allemagne

Le 21 novembre 2013, la chancelière allemande Angela Merkel a défendu, lors d'un forum économique du quotidien allemand



"Süddeutsche Zeitung", l'excédent commercial de son pays, disant que l'Europe devrait se concentrer sur la compétitivité d'autres régions. "Il serait absurde que les entreprises allemandes réduisent leur production", a déclaré Mme Merkel. "La compétitivité de l'Allemagne ne peut pas être réduite", a-t-elle affirmé. S'exprimant devant quelque 300 leaders et responsables de l'industrie, y compris le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, la chancelière a déclaré que l'Allemagne s'était "remise remarquablement vite, grâce à son succès en matière d'exportation". Dans son allocution, Mme Merkel a également déclaré que l'Allemagne était prête à faire avancer la formation d'une union bancaire en Europe... [Lire la suite](#)

Grèce :

Rencontre entre le Premier ministre grec et la Chancelière allemande



La chancelière allemande Angela Merkel a encouragé le 22 novembre 2013 à Berlin le Premier ministre grec Antonis Samaras à continuer des réformes douloureuses dont elle a dit voir "les premiers fruits du succès". Elle a salué l'"excédent primaire du budget" grec - c'est à dire hors charges d'intérêt de la dette - atteint cette année, mais aussi la mise en oeuvre de réformes structurelles "plus profondes". Elle a loué les efforts du peuple grec et les "décisions difficiles" prises par Athènes. Antonis Samaras s'est félicité du chemin parcouru. "Souvenez-vous où nous en étions il y a quinze mois". Il a assuré que son pays allait remplir ses engagements. Le projet grec de budget 2014 prévoit un retour du pays à la croissance l'an prochain après des années de récession, et un excédent des comptes publics... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

France :

La Commission demande à la SNCM de rembourser la France



Le 20 novembre 2013, la Commission européenne a estimé que la société nationale corse méditerranéenne (SNCM) avait bénéficié d'un avantage économique qui était incompatible avec les règles de l'Union européenne sur les aides d'Etat. La Commission a demandé à la SNCM de rembourser la France de cet avantage économique de 220 millions d'euros et a rajouté 220 millions supplémentaires, ce qui fait un total de 440 millions d'euros à rembourser à l'Etat français. Parallèlement, la Commission a saisi la Cour de Justice de l'Union européenne pour un non recouvrement par la France de subventions illégalement versées à la SNCM concernant la liaison maritime Marseille - Corse lors de la saison touristique, au nom d'un service "complémentaire" alors qu'il existait sur le marché privé... [Lire la suite](#)

Italie :

31ème Sommet franco-italien : pour une "Europe de la croissance"



Le 31ème sommet franco-italien s'est tenu à Rome le 20 novembre 2013. A l'issue d'une conférence de presse commune, le chef du gouvernement italien Enrico Letta et le président français François Hollande ont décidé d'oeuvrer ensemble pour "une Europe de la croissance". Ils souhaitent "poursuivre et achever l'union bancaire" et "donner une capacité financière à la zone euro". Dans la perspective du Conseil européen des 19-20 décembre, ils ont plaidé pour l'adoption du "mécanisme de résolution des banques et la possibilité de recapitalisation directe des banques par le Mécanisme européen de stabilité". Enfin, Paris et Rome ont rappelé leur volonté de faire "une priorité" du projet de liaison Lyon-Turin. Sur ce sujet, la Fondation a publié une étude intitulée "Politique des Réseaux Transeuropéens et investissements européens de croissance : le Lyon-Turin, c'est maintenant !"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Le gouvernement italien cède des participations dans 8 sociétés, dont ENI



Le 21 novembre 2013, le Conseil des ministres italien a discuté d'un plan de privatisation des entreprises publiques qui vise à réduire la dette publique du pays et concerne huit entreprises italiennes. Le gouvernement prévoit d'obtenir environ 12 milliards d'euros de cette opération. Parmi les huit entreprises, figure le géant du gaz et du pétrole italien "ENI" dont le gouvernement prévoit de céder 3%, soit 2 milliards d'euros, tout en conservant au moins 30% de la société ; Fincantieri (chantiers navals); Grandi stazioni (réseau ferroviaire) ; STMicroelectronics (semi-conducteurs) ; Enav (contrôle aérien) ; Sace (assurances) et Tag (métallurgie)... [Lire la suite](#)

Luxembourg :

Hommage à Pierre Werner



Du 26 novembre au 9 décembre 2013, le Parti Chrétien-Social du Luxembourg (CSV), en concertation avec la famille Werner, et le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) organisent une série de manifestations en hommage à Pierre Werner. "Cet éminent homme politique luxembourgeois", qui aurait eu 100 ans, le 29 décembre 2013, a marqué la vie politique, économique, sociale et culturelle de son pays. Il a également joué un grand rôle dans la construction européenne (notamment en ce qui concerne l'Union économique et monétaire). Les 27 et 28 novembre 2013, un colloque analysera la vision européenne de Pierre Werner... [Lire la suite](#)

Pologne :

Pologne : remaniement gouvernemental



Le 20 novembre 2013, le Premier ministre polonais Donald Tusk a annoncé un remaniement gouvernemental. "Nous avons besoin d'une nouvelle énergie et d'une accélération", a-t-il déclaré. Ainsi Elżbieta Bieńkowska devient vice-Premier ministre tout en restant ministre des infrastructures et du développement. Jan Rostowski, vice-Premier ministre et ministre des Finances depuis six ans, est remplacé aux Finances par Mateusz Szczurek. Le ministre de l'Environnement, Marcin Korolec, laisse sa place à Maciej Grabowski. Andrzej Biernat devient ministre des Sports, Grazyna Joanna Kluzik-Rostowska, ministre de l'Education, Lena Kolarska-Bobińska, ministre de la Science et de l'Enseignement supérieur et Rafał Trzaskowski, ministre de l'Administration et de la numérisation. Les nouveaux ministres entreront en fonction le 27 novembre... [Lire la suite](#)

République Tchèque :

Gouvernement tchèque?



Le président de la République tchèque Miloš Zeman a officiellement chargé le 21 novembre 2013 Bohuslav Sobotka, leader du parti social-démocrate (ČSSD) arrivé en tête lors des élections législatives les 25 et 26 octobre derniers, de former un gouvernement. Les négociations tripartites entre le parti social-démocrate, le mouvement ANO (Action des citoyens mécontents) et les chrétiens-démocrates (KDU-ČSL) pour la formation d'une coalition gouvernementale devraient commencer la semaine prochaine. Si ces discussions, au coeur desquelles se trouvent les questions des impôts et de la restitution des biens aux églises, avancent bien, le gouvernement pourrait être formé avant la fin de l'année... [Lire la suite](#)

Autre lien

Slovénie :

Démission du ministre slovène de l'économie



Le ministre slovène de l'Economie, Stanko Stepisnik, a annoncé le 20 novembre 2013 sa démission après des révélations dans les médias selon lesquelles son ministère a accordé des subventions d'Etat à une entreprise dont il est partiellement propriétaire. "Je démissionne à cause de ces accusations et des troubles qu'elles ont créés, je retourne au Parlement en tant que député", a déclaré M. Stepisnik, membre du principal parti de la coalition au pouvoir, Slovénie Positive... [Lire la suite](#)

Géorgie :

Le nouveau Premier ministre géorgien approuvé par le parlement



Le 20 novembre 2013, le parlement géorgien a approuvé la nomination du Premier ministre, Irakli Garibachvili. Âgé de 31 ans, il avait été choisi, le 2 novembre 2013, par Bidzina Ivanichvili pour lui succéder. Ce dernier avait annoncé, suite à l'élection présidentielle, son intention de quitter son poste le 27 novembre prochain. Le parlement a approuvé le nouveau gouvernement par 93 voix, contre 19. Le nouveau président élu le 27 octobre 2013, Guirguï Margvelachvili, a été investi le 17 novembre pour un mandat de cinq ans. Ministre de l'Intérieur et diplômé de la Sorbonne où il a étudié les relations internationales, Irakli Garibachvili est le plus jeune Premier ministre de l'histoire de la Géorgie... [Lire la suite](#)

Autre lien

Ukraine :

Pas d'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine



Le 21 novembre 2013, le Parlement ukrainien a rejeté les lois permettant à l'ancienne Premier ministre Ioulia Timochenko, de partir à l'étranger pour des soins. Le même jour, le gouvernement ukrainien a décidé de suspendre les négociations avec l'Union européenne en vue de la signature d'un accord d'association. Les deux représentants du Parlement européen, Pat Cox et Aleksander Kwasniewski, ont exprimé leur déception face à la décision unilatérale de l'Ukraine. Ils ont souligné que cette décision pourrait compliquer une reprise du processus dans le futur. Le 22 novembre, Ioulia Timochenko a appelé à sortir dans la rue pour protester contre l'abandon de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE. Le 25 novembre, Herman van Rompuy et José Manuel Barroso ont dénoncé la position russe. L'Ukraine, influencée par la Russie, a-t-elle pris la bonne décision?... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Espace :

Lancement de trois satellites européens "Swarm"



Le 22 novembre 2013, l'Agence spatiale européenne a lancé en orbite trois satellites "Swarm". Les satellites ont été lancés en Russie avec une fusée "Rockot". Pendant quatre ans, ils scruteront le champ magnétique de la Terre, des profondeurs du noyau de notre planète jusqu'aux confins de sa haute atmosphère. Ils réaliseront des mesures précises qui permettront d'évaluer l'affaiblissement actuel du champ magnétique terrestre, et de comprendre dans quelle mesure ce phénomène contribue au changement climatique... [Lire la suite](#)

Conseil de l'Europe :

La démocratie à l'ère du numérique



Organisé par le Conseil de l'Europe, le Forum mondial de la Démocratie consacre jusqu'au 29 novembre 2013 sa 2ème édition au rôle d'Internet dans les pratiques démocratiques sur le thème "Retisser la démocratie : connecter les institutions avec les citoyens à l'ère du numérique". Afin de nourrir les débats, une étude réalisée par le Conseil de l'Europe propose de nouvelles pistes pour la démocratie numérique et préconise la créativité en ligne pour enrayer la baisse de la participation politique. Les gouvernements et les parlements sont invités à accorder davantage d'attention aux initiatives sur Internet et à ne pas se contenter de reproduire en ligne les anciens outils comme les consultations et les assemblées publiques... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

ONU :

Conférence sur le changement climatique de l'ONU



Du 11 au 23 novembre 2013, s'est tenue à Varsovie la 11ème conférence sur le changement climatique. Au terme des négociations, les pays sont parvenus à un accord qui "invite toutes les parties à lancer ou intensifier leurs préparations sur les contributions qu'elles entendent soumettre" et à "les communiquer à l'avance" de la prochaine conférence à Paris en 2015. Il est demandé aux pays développés de "continuer à mobiliser de l'argent public, à des niveaux supérieurs" à ceux de l'aide d'urgence décidée pour 2010-2012, soit 10 milliards \$/an. Une décision importante concerne les réductions de gaz à effet de serre qui permettraient de limiter le réchauffement du globe à 2°C et la lutte contre la déforestation. Le mécanisme REDD+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts), adopté à Cancun en 2010, a été complété... [Lire la suite](#)

Eurostat :

505,7 millions d'habitants dans l'UE au 1er janvier 2013



Le 20 novembre 2013, Eurostat a indiqué qu'au 1er janvier 2013, la démographie européenne dans l'Union européenne a été estimée à 505,7 millions d'habitants, alors qu'elle n'était que de 504,6 millions un an plus tôt. En 2012, la population s'est accrue de 1,1 million de personnes, soit un taux de croissance annuel de +2,2 pour 1 000 habitants. La population a connu un accroissement naturel de la population de 0,2 million (+0,4‰) et un solde migratoire de 0,9 million (+1,7‰). Par ailleurs, 5,2 millions de bébés sont nés dans l'Union en 2012. Les pays avec les taux de natalité les plus élevés sont l'Irlande (15,7‰), le Royaume-Uni (12,8‰), la

France (12,6‰), la Suède (11,9‰) et Chypre (11,8‰). En revanche, les plus faibles taux ont été observés en Allemagne (8,4‰), au Portugal (8,5‰), en Grèce et en Hongrie (9,1‰), en Italie (9‰)... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

Relancer les réformes dans les pays émergents



Le 20 novembre 2013, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a publié son rapport annuel sur la transition, intitulé : "Transition Report 2013". Dans ce rapport, la BERD remarque que les réformes en Europe centrale et orientale ont été mises au point mort depuis le début de la crise économique mondiale empêchant ainsi l'investissement et la croissance économique. Le rapport établit une corrélation entre le manque de réformes économiques et politiques et l'arrêt du progrès économique. Mais il reste optimiste et montre que les pays étudiés ont les moyens de stopper ce cercle vicieux grâce à un climat propice aux réformes (intégration internationale, meilleure gouvernance intérieure, etc.). Les pays d'Europe centrale et les Etats baltes tirent néanmoins leur épingle du jeu, selon le rapport... [Lire la suite](#)

L'espérance de vie augmente, même si les dépenses de santé baissent



Le 21 novembre 2013, l'Organisation de coopération et de développement économiques a publié son "Panorama de la santé 2013". Dans cette étude, l'OCDE présente les principaux indicateurs de la santé et des systèmes de santé des 34 pays membres. L'organisation pointe la baisse des dépenses de santé dans la quasi-totalité des pays membres, baisse due aux coupes budgétaires rendues nécessaires par la crise. En revanche, le rapport souligne que la crise a eu des effets plus positifs sur les indicateurs de santé. L'espérance de vie a, par exemple, dépassé les 80 ans dans l'ensemble des pays membres de l'OCDE. De même, la mortalité infantile a chuté, le nombre de médecins a augmenté, la qualité des soins intensifs et primaires s'est améliorée, etc. D'autres indicateurs restent plus nuancés. Ainsi, l'OCDE invite les pays à privilégier des dépenses de santé "abordables et viables"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Culture :

Réouverture des catacombes de Priscille à Rome



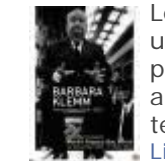
Les catacombes de Priscille à Rome ont rouvert le 19 novembre 2013 après cinq années de restauration. Grâce à une restauration au laser, des fresques religieuses, toutes noircies par le temps, ont été sorties de l'oubli au cœur de ces catacombes. De plus, la réouverture des catacombes est aussi l'occasion de faire coïncider histoire et technologie. Grâce à un accord entre la Commission pontificale d'archéologie sacrée et Google, il est désormais possible grâce à Google Maps de se promener virtuellement à 360° dans une partie de cette nécropole qui s'étend sur des kilomètres... [Lire la suite](#)

La "pop art" à Milan



Le Palais Royal de Milan consacre jusqu'au 9 mars 2014 une exposition à l'initiateur de la "pop art", Andy Warhol. L'exposition, organisée par un ami de l'artiste Peter Brant, rassemble plus de 150 oeuvres (peintures, photos, sculptures) faisant partie de la collection de la "Brant Foundation". L'exposition présente l'évolution de la production artistique de Warhol à partir de ses débuts jusqu'à la mort de l'artiste... [Lire la suite](#)

"Barbara Klemm. photographies 1968-2013"



Le musée Martin Gropius Bau à Berlin présente jusqu'au 9 mars 2014 une rétrospective des photographies de Barbara Klemm. Le travail de la photojournaliste, qui a travaillé pendant plus de 40 ans pour le quotidien allemand "Frankfurter Allgemeiner Zeitung", représente un véritable témoignage de l'histoire récente de l'Allemagne et de ses personnalités... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



25-26 novembre
Bruxelles
Conseil Education, Jeunesse, Culture et Sport



28-29 novembre
Vilnius
Sommet de l'Union européenne consacré au Partenariat oriental



2-3 décembre
Bruxelles
Conseil Compétitivité

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Inga Groth, Pauline Massis Desmarest, Charles de Marcilly ;
Antonello Cadinu, Victoria de Posson, Anouk Richard

Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? [{LINK}](#)